Burundi : l'économie frappée de plein fouet par la crise politique

@rib News, 31/08/2018 â€" Source AFP L'économie du Burundi est frappée de plein fouet par la crise politique et sécuritaire que traverse le pays depuis trois ans, et qui met à mal les modestes progrÃ"s socio-économiques réalisés durant la décennie précédente, a averti vendredi le centre d'analyse International crisis group (ICG)

"Alors que le 'oui' au référendum constitutionnel du 17 mai 2018 ouvre une nouvelle phase dans la crise politique et sécuritaire en cours au Burundi, le déclin de l'économie exacerbe le risque de violence", écrit l'ICG dans un rapport. Le pays est passé d'une croissance annuelle de 4,2% de moyenne durant la période 2004-2014 Ã une contraction de l'économie de 3,9% en 2015 et de 0,6% en 2016. "Les modestes progrÃ"s économiques et sociaux" réalisés dans les années 2000 "sont maintenant remis en cause tandis que le marasme économique s'installe", a regretté l'ICG. "Pour survivre, de nombreux Burundais doivent chercher un second emploi, pratiquer la petite corruption ou ©liminer toutes les d©penses non essentielles". "Toutes les cat©gories de la population en paient le prix", a souligné le rapport. "Une d©cennie de progrÃ"s en matiÃ"re de santé et d'éducation a été balavée : de nombreux médecins ont quitté le pa arrive fréquemment que les enseignants ne reçoivent pas leurs salaires et l'accÃ"s aux études universitaires est menacé pour les étudiants boursiers", a ajouté la mÃame source. Le rapport note qu'en 2017, le Burundi ne comptait plus qu'environ 500 médecins pour une population de plus de 11 millions de personnes. "L'©conomie burundaise se transforme progressivement en une ©conomie de p©nurie", résume l'ICG. Le gouvernement, sous sanctions de son principal bailleur (l'UE) et dont les dépenses de sécurité ont explosé depuis le début de la crise, "a mis en place une politique de ponction généralisée, développé un large répertoire de ressources alternatives plus ou moins licites et sollicité de nouveaux bailleurs", Chine ou Russie, notamment. Cette organisation appelle les principaux bailleurs du Burundi à "augmenter leur soutien à la population en renforçant les capacités des organisations non gouvernementales (...), et en limitant les risques que l'aide extérieure aggrave la dynamique de conflit au niveau local". Le Burundi est en crise depuis que le président Pierre Nkurunziza a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisià me mandat controversé et a été réélu en juillet de la même année. Les violences qui ont accompagné la crise auraient fait au 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, d'aprÃ"s les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquÃate. La réforme de la Constitution adoptée en mai par référendum ouvrai possibilité au chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2005, de se représenter pour deux mandats de 7 ans à partir de 2020. Mais il a surpris les observateurs en assurant en juin qu'il ne se présenterait pas à la présidentielle de 2020.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 26 April, 2024, 05:28